

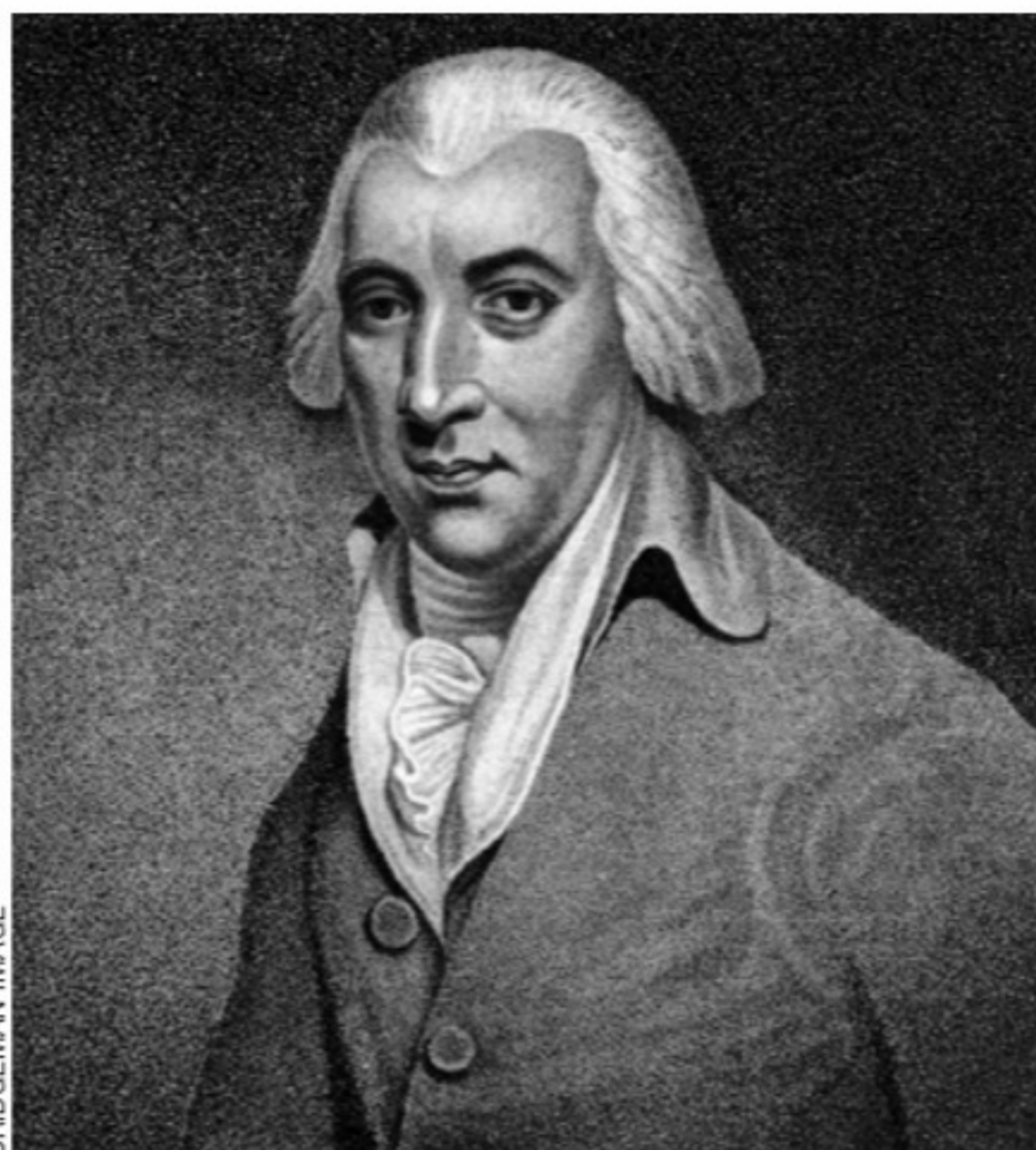
JUIN 1789. À TRAVERS RUES ET ASSEMBLÉES, LA CHRONIQUE DU RENVERSEMENT POLITIQUE

Arthur Young, agronome britannique, arrive en juin 1789 à Paris et rencontre une société en révolution. Ses carnets (1) sont un témoignage exceptionnel sur l'état de la société française.

Le 9. J'allai au Palais-Royal pour voir ce qu'il y avait de nouveau, et pour me procurer un catalogue. Chaque moment produit une brochure nouvelle ; il en a paru treize aujourd'hui, seize hier, et quatre-vingt-douze la semaine dernière. (...) On dit que l'esprit de la politique se répand dans les provinces, de sorte que toutes les presses de France sont également bien employées. (...) Les cafés du Palais-Royal offrent des spectacles encore plus singuliers et plus étonnants ; ils ne sont pas seulement pleins au-dedans, mais il se tient des foules de monde aux portes et aux fenêtres pour écouter certains orateurs, montés sur des tables ou sur des chaises, qui haranguent chacun sa petite audience ; l'ardeur avec laquelle on les écoute, et les nombreux applaudissements qu'ils reçoivent pour des expressions hardies contre le présent gouvernement, peuvent à peine se concevoir. (...)

Le 10. Tout conspire pour rendre la période actuelle critique en France : la disette de pain est terrible ; il arrive à chaque instant des provinces des relations d'émeutes et de troubles, et on est obligé d'avoir recours aux troupes pour maintenir la paix dans les marchés. Les prix communs sont les mêmes que je les trouvai à Abbeville et à Amiens, cinq sols la livre le pain blanc, de trois sols et demi à quatre sols le pain bis, mangé par les pauvres : ces prix sont au-dessus de leurs facultés et occasionnent une grande misère. (...)

Le 11. Hier, l'abbé Sieyès fit la motion,



Arthur Young, né en 1741, est l'auteur de « Voyages en France », paru en 1792.

dans la chambre des ordres privilégiés, que s'ils ne voulaient pas joindre les communes, celles-ci travailleraient aux affaires de la nation sans eux. (...) Les nobles avec qui je converse, qui ont les principes de grands seigneurs, me dégoûtent par leur opiniâtreté à vouloir conserver leurs anciens droits, quelque onéreux qu'ils puissent être pour le peuple ; ils ne veulent pas du tout entendre parler de faire la moindre concession à l'esprit de liberté, autre que celle de payer également l'impôt, et ils soutiennent que c'est tout ce que l'on peut raisonnablement demander. (...)

Le 12. J'allai à la Société royale d'agriculture, qui s'assemble à l'Hôtel de Ville, dont je suis associé : je votai et reçus un jeton, qui est une petite médaille donnée aux membres toutes les fois qu'ils y vont, afin de les engager à s'occuper des affaires de leur institution ; c'est la même chose dans toutes les académies royales, etc., et ces jetons causent tous les ans une dépense considérable et fort mal employée, car quel bien peut-on attendre d'hommes qui ne vont là que pour recevoir des jetons ? (...)

Le 15. Ce jour-ci est un grand jour, et tel qu'on n'y aurait pas cru, il y a dix ans, voir jamais arriver en France (...). Mon ami Lazowski et moi fûmes à Versailles, dès 8 heures du matin. Nous allâmes immédiatement à la salle des États, pour y avoir de bonnes places dans les tribunes ; M. l'abbé Sieyès ouvrit le débat : c'est un des plus grands partisans de la cause du peuple ; il porte ses idées plus loin que la réforme du gouvernement actuel, qu'il regarde comme trop mauvais pour pouvoir être corrigé mais il voudrait le voir entièrement renversé, étant un violent républicain (...)

Le 17. Toute la conversation roule sur ce que la motion de l'abbé Sieyès a été acceptée, tandis que celle de Mirabeau plaisait davantage : mais son caractère est furieusement contre lui ; il y a des soupçons qu'il a reçu cent mille francs de la reine, bruit vague et incroyable.

LA FRANCE BASCULE

Le 20. (...) Tout le monde est étonné de ce que tout le monde aurait dû prévoir : un message du roi aux présidents des trois ordres, pour leur annoncer qu'il viendrait à l'assemblée lundi prochain ; et, sous prétexte de préparer la salle pour la séance royale, on plaça des gardes aux portes pour empêcher les députés d'entrer. (...) La résolution prise sur-le-champ fut noble et ferme ; ce fut de s'assembler immédiatement au Jeu de paume (...) Quand cette nouvelle fut parvenue à Paris, le Palais-Royal fut tout en feu, les cafés, les boutiques, les libraires, les galeries et le jardin furent remplis. (...)

Le 21. (...) Le moment présent est peut-être celui qui va décider de la destinée future de la France. La démarche des communes, en se déclarant Assemblée nationale, indépendante des autres ordres et du roi lui-même, et en déclarant qu'aucun pouvoir ne les dissoudrait, est dans le fait s'emparer de toute l'autorité du royaume.

(...) Il ne faut pas beaucoup de pénétration pour s'apercevoir que, si ces prétentions et cette déclaration ne sont pas anéanties, le roi, la noblesse et le clergé sont privés de leur part dans la législation de France. Une démarche aussi hardie et aussi désespérée, contraire à tous les autres intérêts du royaume, également funeste à l'autorité royale, aux parlements et à l'armée, ne peut être accordée. (...)

DÉBAT NATIONAL À CIEL OUVERT

Le 23. Le jour important est passé : dans la matinée, Versailles paraissait rempli de troupes (...). L'emploi des soldats, et quelques imprudences commises dans la manière de présenter le plan du roi, relatif à la constitution intérieure, et d'assembler les députés ainsi que la mauvaise humeur qui fermentait depuis trois jours dans leur esprit, firent que les communes reçurent le roi sans aucune marque d'approbation ; le clergé et quelques nobles crièrent : vive le roi ! mais trois fois autant de personnes ne disant rien, cela produisit un fort mauvais effet. Il semble que les communes avoient auparavant résolu de ne point céder à la violence. (...)

Le 24. La fermentation de Paris est au-dessus de tout ce que l'on peut imaginer. Il y a eu aujourd'hui, toute la journée, dix mille personnes au Palais-Royal. (...) Les propositions du roi sont généralement vues de mauvais œil ; il n'a rien dit de positif sur la tenue périodique des états ; il a déclaré que tous les anciens droits féodaux seraient conservés comme des propriétés. Cela, et le changement dans la représentation des assemblées provinciales, sont les articles qui offensent le plus (...). Il semble évident, par plusieurs conversations et discours dont j'ai été témoin, que les constantes assemblées du Palais-Royal, qui se portent à un degré de licence et de fureur pour la liberté qui est à peine croyable, jointes aux innombrables pamphlets incendiaires qui paraissent à chaque instant depuis la tenue des états, ont tellement échauffé les têtes, et donné au peuple de si grandes idées d'un changement universel, que tout ce que le roi ou la cour pourrait à présent lui offrir ne le satisferait pas. (...)

Le 26. Chaque moment semble donner

au peuple une nouvelle vigueur. Les assemblées du Palais-Royal sont plus nombreuses, plus violentes et plus hardies ; et dans l'assemblée des électeurs de Paris, où il fut question d'envoyer une députation à l'Assemblée nationale, le langage tenu par chaque individu ne tendait à rien moins qu'à faire une révolution dans le gouvernement et à établir une constitution libre : il est aisé de comprendre ce qu'ils veulent dire par une constitution libre, une république ; car la doctrine du jour porte de plus en plus vers ce point : ils font cependant profession de déclarer que le gouvernement doit être monarchique, ou qu'il doit y avoir un roi. (...) L'indolence et la stupidité de la cour sont sans exemple : le moment exige la plus grande résolution. Hier, pendant qu'on agitait la question de savoir si on ferait de Louis XVI un roi de France ou un doge de Venise, il était à la chasse !

Le 27. Tout semble maintenant déter-

miné, et la révolution complète. Le roi a été épouvanté par la populace, de manière à détruire lui-même son système de la séance royale, en écrivant au clergé pour lui enjoindre de se réunir aux communes, contrairement à ce qu'il avait ordonné auparavant. On lui représenta que le manque de pain était si considérable dans toutes les parties du royaume qu'il n'y avait aucune extrémité à laquelle le peuple ne pût se porter ; qu'il mourait presque de faim, et qu'il était conséquemment prêt à tout, et sur le point de commettre tous les excès ; que Paris et Versailles seraient inévitablement brûlés, et, en un mot, qu'en persistant dans le système annoncé dans la séance royale, il occasionnerait toutes sortes de misères et de désordres. (...) ★

(1) « Voyages en France, pendant les années 1787, 88, 89 et 90 : entrepris plus particulièrement pour s'assurer de l'état de l'agriculture, des richesses, des ressources et de la prospérité de cette nation ».



20 juin. Le roi a bloqué l'accès aux états généraux. Les députés se retrouvent salle du Jeu de paume, et font le serment de ne se séparer qu'après avoir donné une constitution à la France.

« La démarche des communes, en se déclarant Assemblée nationale, indépendante des autres ordres et du roi lui-même, est dans le fait de s'emparer de toute l'autorité du royaume. »

DU 12 AU 18 JUILLET, LE PEUPLE FRANÇAIS REND LA RÉVOLUTION IRRÉVERSIBLE

Homme de lettres issu de la noblesse de robe, disciple de Rousseau, Jean-Joseph Dusaulx devient secrétaire du duc d'Orléans. Enthousiasmé par les événements de l'été 1789, il y participe avec ardeur. Ce député à la Convention se rangera parmi les modérés et votera contre l'exécution de Louis XVI. Il échappera à la Terreur grâce à Marat. Ce sont les extraits de son journal (1) que nous publions ici.



Dusaulx a 60 ans et vit la fièvre révolutionnaire.

LUNDI 13 JUILLET

(...) Le peuple prétendait que la ville avait un arsenal secret ; ce préjugé manqua de nous perdre tous, et nous compromit à plusieurs reprises. On nous demandait ce qu'étaient devenus d'anciens canons et d'autres armes : nous avons beau répondre que vraisemblablement les uns avaient été fondus, les autres réformés, le peuple ne se payait point de ces présomptions. – À neuf heures du matin, la multitude, qui s'exaltait de plus en plus, s'empara du dépôt des armes des gardes de la ville, et se distribua 360 fusils. (...) À dix heures, on sonne le tocsin, tant à l'Hôtel de Ville que dans toutes les églises. Des tambours, dans les différents quartiers, appelaient les citoyens.

BRIDGEMAN IMAGE

DIMANCHE 12 JUILLET

(...) À midi le bruit se répand que M. Necker est renvoyé, qu'il est parti. La consternation fut générale, et l'on ferma les spectacles. Les premiers qui débitèrent la nouvelle de son départ furent maltraités comme menteurs et gens mal intentionnés. Le Palais-Royal se remplit de monde entre quatre et cinq heures après midi : on y accourait de toutes parts. (...) Un jeune homme, monté sur une table, y cria : – Aux armes ! tira l'épée, montra un pistolet et une cocarde verte. La foule qui l'écoutait, le regardait, passait, à son exemple, d'un silence profond à d'horribles clameurs. On s'anime, on s'excite ; et les feuilles des arbres, arrachées en un instant, servirent de cocardes à plusieurs milliers d'hommes : ce fut une véritable explosion, et dont le bruit dura pendant trois jours. Ces signaux de guerre civile, dont pâlis-saient les paisibles citoyens, furent bientôt répétés dans tous les quartiers de la ville ; et l'on marcha vers la place de Louis XV, qui, malgré l'affiche du matin, se remplit de troupes menaçantes. (...)



BRIDGEMAN IMAGE

Le peuple parisien en mouvement dans les rues de Paris. En quelques jours, les futurs « citoyens » renversent la table et marchent à tâtons vers ce qui sera bientôt la République.

« On s'était porté à la Bastille, mais seulement pour y avoir des armes et des munitions. Insensiblement on osa davantage. Le peuple, vint nous demander la prise de cette forteresse. »



15 juillet. Les Parisiens déplacent les canons sur la colline de Montmartre. Politiquement, le peuple a déjà gagné. Dès le 17 juillet, le roi sera contraint de porter l'emblème révolutionnaire de la cocarde.

BRIDGEMAN IMAGE

On se rassemble sur les places, dans les jardins ; on s'y forme en troupes, qui bientôt prirent des noms ; les unes furent appelées Volontaires du Palais-Royal, les autres Volontaires des Tuileries, de la Basoche, de l'Arquebuse, etc. (...) – Sur ces entrefaites nous apprenons que plusieurs barrières ont été brûlées la veille et ce jour même ; que les commis à la perception des droits d'entrée sont dispersés ; que la maison de Saint-Lazare est dévastée : mais nous apprenons aussi que ce même peuple qui l'avait attaquée en avait en grande partie sauvé les grains, et, tandis qu'il en manquait lui-même, les avait portés à la halle. Nous prions les détracteurs de la révolution d'en bien considérer les moindres agents, et de nous déclarer franchement ce qu'ils en pensent. (...) Le peuple, qui ne soupirait qu'après des armes et des munitions, car c'étaient là, depuis deux jours, ses premiers ou plutôt ses seuls besoins ; le peuple nous arrivait en foule et devenait plus pressant de minute en minute ; ses instances et ses menaces redoublèrent sur le midi. (...) Ensuite on substitua les cocardes rouges et bleues aux cocardes vertes, et l'on motiva

ce changement. (...) Quant à nous, qu'on se mette à notre place : tout était imprévu, et il fallait, à chaque instant, répondre à tout. – Ce que nous fîmes de mieux et de plus décisif, ce fut d'autoriser les districts à faire, sur-le-champ, fabriquer, aux dépens de la ville, des piques, des hallebardes et toutes sortes d'autres armes subalternes, mais que la valeur et le désespoir savent employer dans les grandes occasions. Cinquante mille piques furent fabriquées en moins de trente-six heures ; et l'on peut les regarder comme les principaux instruments de notre naissante liberté. (...)

MARDI 14 JUILLET

Les deux jours précédents et celui-ci n'en forme qu'un par la contiguïté des événements qui se croisaient, se confondaient et naissaient l'un de l'autre ; c'est ce qui nous a quelquefois empêché de fixer les heures avec précision. D'ailleurs, je prie d'observer que, dans les agitations où nous étions sans cesse, il ne nous a guère été possible de prendre des notes ; et que si l'un de nous, à la fin de cette journée, ne s'en était pas rappelé les principales circonstances, ne les

avait pas écrites sur-le-champ, une partie de ce que je publie aujourd'hui n'aurait jamais été connue. Pendant la nuit du 13, et ce fut à peu près le seul incident, l'hôtel de la police avait été forcé par une troupe de citoyens armés et munis de flambeaux. (...) Plus ardent que jamais, ce peuple impatient, et qui ne savait pas encore tout ce qu'il allait exécuter prit le parti de marcher aux Invalides, sans égard au camp du Champ-de-Mars. La fière contenance des Parisiens, leur intelligence et leur activité, produisirent de prompts effets. Parmi tous ces ennemis qui nous entouraient, nous menaçaient, plusieurs, et leur exemple fut bientôt imité, plusieurs, devenus citoyens et quittant leurs drapeaux, vinrent nous offrir leurs services : c'est ce que l'on appelait désertion, et nous patriotisme. (...) On s'était porté à la Bastille, mais seulement pour y avoir des armes et des munitions. Insensiblement on osa davantage. Le peuple, dont l'audace allait toujours en croissant, vint bientôt nous demander la prise de cette forteresse. (...) L'action fut douteuse jusqu'à la fin. Heureusement nous n'eûmes pas le temps de réfléchir)))



Le 16 juillet, « l'assemblée des électeurs arrête, d'une voix unanime, que la Bastille sera démolie jusque dans ses fondements », raconte Dusaulx.

« Parmi tous ces ennemis qui nous entouraient, plusieurs, devenus citoyens et quittant leurs drapeaux, vinrent offrir leurs services: c'est ce que l'on appelait désertion, et nous patriotisme. »

))) ni d'avoir peur : si la peur nous avait gagnés, que devenait Paris? (...)

MERCREDI 15 JUILLET

(...) Grande nouvelle ! On nous apprit que le Roi, de son propre mouvement, s'était rendu à l'Assemblée nationale pour y annoncer qu'il avait congédié ses troupes ; que cette auguste Assemblée, par un élan vraiment patriotique, et voulant se confondre avec nous, allait nous envoyer cent députés. – Ils arrivent : nous les recevons avec transport, et ils nous prodiguent les noms les plus tendres, les doux noms de frères. Voilà les vrais honneurs ! Désormais nous n'en voulons pas d'autres. (...) Ce fut alors que cette auguste assemblée, se rappelant, et l'arrêté du 17 juin, et le fameux serment si fortement articulé dans le Jeu de paume, le 20 du même mois, par notre Aristide ; se rappelant les palmes moissonnées dans le nouveau monde par notre Scipion l'Américain, proclama M. Bailly maire de la ville, et M. de la Fayette commandant général de la garde nationale.

JEUDI 16 JUILLET

(...) L'assemblée des électeurs arrête, d'une voix unanime, que la Bastille sera démolie jusque dans ses fondements : c'était le vœu de tous les districts, et, depuis longtemps, celui de la France entière. Déjà les créneaux tombent de toutes parts. (...) L'un de nous, s'élançant vers le bureau, s'écrie : – « Ah ! Messieurs, sauvons les papiers. On dit, ajouta-t-il, que les papiers de la Bastille sont au pillage ; hâtons-nous de recueillir les restes de ces vieux titres d'un despotisme intolérable, afin d'en inspirer l'horreur à nos derniers neveux ». La sensation fut vive. On nomma quatre commissaires à cet effet ; MM. Dusaulx, de Champseru, Gorneau et Cailleau. (...)

VENDREDI 17 JUILLET

(...) Le Roi arrive, seulement accompagné de quatre personnes de sa cour, escorté par la garde bourgeoise de Versailles, qui remet Sa Majesté à notre garde parisienne. Il arrive à l'Hôtel de Ville, et ce fait éclipse tous les autres, à travers trois cent mille hommes armés comme la veille et les jours précédents.

Le reste des citoyens, offrant pendant trois quarts de lieue des milliers de groupes en amphithéâtre, était le long des maisons au débouché des rues, aux fenêtres et jusque sur les toits. En allant, ils crièrent, Vive la Nation ; en revenant, Vive le Roi. (...) Les piques, les dards, les fourches et les lambeaux du drapeau de la Bastille flottant sur son passage, loin d'altérer sa sérénité, répandirent sur son auguste front un caractère civique, absolument étranger à la plupart de nos monarques. Sa candeur et sa sécurité, signes certains de sa droiture, nous devinrent garants de la liberté que nous venions de conquérir. – Descendant de voiture et prêt à monter à l'Hôtel de Ville, Sa Majesté reçut avec sensibilité la cocarde nationale. (...) Il se livrait à nous, s'abandonnait à tout le monde. (...) Le peuple, (...) voulut voir le Roi, et le Roi se montra.

SAMEDI 18 JUILLET

Il est remarquable que, parmi les partisans même de la révolution, on n'ait pas plus insisté sur ce qui paraît en avoir confirmé le succès. Quand les circonstances où nos deux premiers chefs actuels furent désignés et confirmés seront mieux éclaircies, on jugera peut-être que la prudence et la sagesse concoururent également à ce double choix ; car ce n'est point par hasard qu'ils ont été nommés : le public les connaissait, les désirait. Certes nous avions besoin, dans de pareilles conjonctures, de ces deux hommes purs et expérimentés, aussi imposants par les mœurs que par les ressources de leur esprit et la dignité de leur caractère. MM. Bailly et la Fayette, désignés trois jours auparavant aux redoutables fonctions qu'ils ont exercées avec tant de courage, d'intelligence et de succès, furent agréés par le Roi ; l'un en qualité de maire, l'autre de commandant général. Mais ils nous témoignèrent qu'ils désiraient d'être légalement élus par les districts. Ces égards et ce respect pour les nouvelles lois obtinrent les applaudissements qu'ils méritaient ; et ils furent bientôt nommés à l'unanimité. (...) ★

(*) « L'Œuvre des 7 jours ou notice tirée de mon journal, de plusieurs autres journaux, et surtout des procès-verbaux de MM. les Électeurs de la ville de Paris, depuis le 12 juillet 1789 jusqu'au 18 du même mois inclusivement ».